

Sommaire

Fonctionnaires

Raymonde Goudou-Coffie prône le leadership personnel

Fraternité Matin - lundi 15 juillet 2019

Les agents annoncent la reprise de la grève

Soir Info - lundi 15 juillet 2019

La Poste de Côte d'Ivoire primée au Maroc

Le Patriote - lundi 15 juillet 2019

La MUCREF-CI a accorde plus de quatre milliards de crédit aux fonctionnaires en 2018, selon son Dg

L'Intelligent d'Abidjan - lundi 15 juillet 2019

Société

Un mécanisme d'enregistrement des actes en élaboration

Fraternité Matin - lundi 15 juillet 2019

Politique

Ouattara : « Ce que sera l'Eco, la monnaie unique »

Fraternité Matin - lundi 15 juillet 2019

Bruno Koné exhorte les constructeurs turcs à exporter leur savoir-faire vers la Côte d'Ivoire

Le Jour Plus - lundi 15 juillet 2019

L'opposition ivoirienne dans l'intox et la manipulation de l'opinion internationale

L'essor Ivoirien - lundi 15 juillet 2019

L'argent, Chafi, les problèmes de santé et sa stratégie pour 2020

Le Patriote - lundi 15 juillet 2019



Ena / Valorisation de l'énarque dans la fonction publique / La ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public a participé à un panel.

Raymonde Goudou-Coffie prône le leadership personnel



Pour la ministre, les énarques doivent figurer parmi les meilleurs, par la qualité de leur travail. (PH: DR)

Kouassi Charles, il a exigé que les Enarques démontrent, partout, qu'ils sont les meilleurs.

CHRISTIAN DALLET

La semaine de l'Énarque de la 53^e promotion des élèves de l'École nationale d'Administration (Ena) autour du thème «La place de l'Ena dans la Fonction publique ivoirienne », a été marquée le 10 juillet par un panel. La question de la valorisation de l'énarque dans l'Administration ivoirienne était au cœur de cette rencontre. Le Dr Raymonde GoudouCoffie, ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public, Oka Kouadio Séraphin, Directeur de Cabinet du ministre de la Fonction Publique, le général Issa Coulibaly et Kouassi Yao Charles, directeur de Cabinet de l'Inspecteur général d'État, Ahoua N'Doli Théophile, ont échangé avec les participants. Pour la ministre, le développement du leadership personnel, dans un esprit de méthode, est celui que chaque élève de l'Ena devrait revendiquer pour être acteur de son avenir. Car fera-t-elle remarquer, « Le leadership se prend, se démontre et permet de prendre de la valeur, de l'assurance pour mieux impacter votre domaine d'activités ou vos responsabilités. D'autant que seules vos capacités et la qualité de votre travail vous prédisposent aux postes de responsabilité. » Par ailleurs, Raymonde Goudou-Coffie a profité de cette occasion pour s'exprimer sur les projets de son département ministériel pour que l'Énarque se sente dans un meilleur environnement de travail, une fois dans l'Administration publique. Il s'agit, entre autres, du projet de codification et profilage des postes de travail en vue d'une gestion des ressources humaines de qualité. Cela passe par un meilleur redéploiement des fonctionnaires et agents de l'État sur le territoire et par une adéquation entre les profils des candidats ou animateurs des postes de travail et les missions et tâches dévolues. S'agissant de



PRÉFECTURES ET SOUS-PRÉFECTURES

Les agents annoncent la reprise de la grève



Yes Séry Désiré évoque une nouvelle grève. (Ph d'archives)

Le Syndicat national des agents du ministère de l'Intérieur de Côte d'Ivoire (Synamici) reprendra, le 5 août 2019, la grève suspendue, dans les préfectures, sous-préfectures et autres services de ce ministère, le 2 mars 2019. Ainsi en a décidé une Assemblée générale qui a été tenue, le samedi 13 juillet 2019, à Adjamé, selon son Secrétaire général (Sg), Yes Séry Désiré. Avant la suspension du mouvement, le conseiller du Premier ministre chargé du dialogue social avait promis la libération des trois agents emprisonnés, le déblocage des comptes et des solutions aux revendications. Les agents détenus pour grève avaient été libérés, le 15 mars mais des comptes n'avaient pas été débloqués. Jusqu'à ce que nous mettions sous presse, les problèmes posés n'avaient pas trouvé solution. Notons que la grève illimitée du Synamici avait démarré, le lundi 5 novembre 2018. Ce syndicat exige la signature du décret portant création de la police préfectorale, et un statut garantissant l'emploi des gens de maison, la signature du décret portant octroi d'indemnités d'astreinte et de primes à tous les fonctionnaires et agents du ministère de l'intérieur et de la sécurité, avec les montants adoptés lors du séminaire des 17 et 18 octobre 2017 à Abidjan, et la signature du décret portant tarification des actes administratifs pour l'institution de primes à tous les fonctionnaires et agents du ministère de l'Intérieur et de la sécurité.

DOMINIQUE FADEGNON

ADMINISTRATION PUBLIQUE / La Poste de Côte d'Ivoire et la Caisse d'Assurance Maladie viennent d'être primées au Maroc

La Poste de Côte d'Ivoire primée au Maroc



Le Général Issa Coulibaly (à gauche) arborant fièrement le trophée.

La Poste de Côte d'Ivoire et la Caisse d'Assurance Maladie viennent d'être primées au Maroc. Cela, à l'occasion des Assemblées annuelles du Centre Africain de Formation de Recherches Administratives pour le Développement (CAFRAD) qui se sont tenues du 8 au 10 juillet dernier à Fès. Ce prix panafricain du service public, brillamment obtenu par ces deux administrations ivoiriennes, a été instauré par le CAFRAD. Et vise à promouvoir toutes les initiatives et innovations permettant l'amélioration de la qualité des prestations rendues aux usagers des services publics dans les pays africains. Les différents services des pays africains étaient en compétition dans les trois catégories de prix instituées que sont Administration électronique, Innovation et amélioration de la qualité du service public et genre jeunesse et la prise en compte des personnes vulnérables. Pour la première catégorie, la Poste de Côte d'Ivoire a obtenu le prix d'excellence pour son service en ligne, documents.ci, présenté par le ministère de l'Economie Numérique et de la Poste. Sur la quinzaine de projets présentés par une dizaine de pays, ce projet a retenu l'attention du jury. Le prix d'encouragement a été décerné à la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM). Pour le directeur général du CAFRAD, le Camerounais Monney Mouandjo Stephane, le CAFRAD est une opportunité pour

les pays africains de s'enrichir des expériences diverses en matière de modernisation du service public et de gouvernance dans l'administration publique. Le ministre de la Fonction publique, le Général Issa Coulibaly, qui conduisait la délégation ivoirienne à cette 57ème session du Conseil d'Administration du CAFRAD, a exprimé toute sa fierté de voir encore une fois la Côte d'Ivoire s'imposer sur la scène continentale africaine, surtout dans un domaine très complexe qu'est l'offre du service public. Le chef de la délégation ivoirienne a rappelé les initiatives et engagements du Président de la République, SALASSANE Ouattara et du Gouvernement pour l'atteinte des objectifs de développement durable avec les projets École obligatoire, la couverture maladie universelle, l'électricité pour tous, etc. Il est bon de noter que la 57ème session du conseil d'administration du CAFRAD a permis aux 38 pays membres de faire le point de la marche de leur institution, des difficultés de constitution du budget de fonctionnement et de la mise en œuvre des activités. Ces assises ont été présidées par le ministre marocain auprès du chef de Gouvernement chargé de la modernisation de l'administration et de la Fonction publique, Mohamed Benabdelkader. Il représentait le roi du Maroc.

ANZOUMANA CISSE



La MUCREF-CI a accorde plus de quatre milliards de crédit aux fonctionnaires en 2018, selon son Dg

Le directeur général de la Mutuelle de crédit et d'épargne pour les fonctionnaires de Côte d'Ivoire (MUCREF-CI) a déclaré, lors d'une conférence organisée par l'Association des institutrices de Toumodi (AIT), que sa structure a accordé 4,2 milliards FCFA de prêts aux fonctionnaires en 2018. Le DG Armand Klé Yahaut a précisé, à cette occasion, que ces prêts ont été attribués à des taux défiant toute concurrence et avec des procédures simplifiées. Ces mesures ont eu l'avantage d'améliorer le quotidien des fonctionnaires et sortir plusieurs des mains des usuriers, a-t-il ajouté. "Nous comptons à ce jour 22.000 clients, mais nous voulons aller plus loin en nous rapprochant davantage d'eux. Voilà pourquoi, dès le mois d'août, nous ouvrirons des bureaux à Daloa et à Bouaké", a annoncé M. Klé. Il a souligné que le président du conseil d'administration de la MUGEF-CI, Mesmin Komoé, exhorte à faire toujours plus dans le sens de l'épanouissement des fonctionnaires. La présidente de l'association des institutrices de Toumodi, Thérèse Yaba, a demandé à l'ensemble de ses membres d'adhérer à la MUCREF-CI et de souscrire à ses différents produits pour le bien-être de toutes.

Modernisation de l'état civil

Un mécanisme d'enregistrement des actes en élaboration



Konaté Diakalidia, directeur général de l'Oneci, a instruit les participants sur la nécessité de moderniser le traitement des documents de l'état civil. (PHOTO : D. R)

Le directeur général de l'office national de l'état civil et de l'identification (oneci), Konaté Diakalidia, a procédé, au nom du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, à l'ouverture des travaux de l'atelier-bilan sur les projets pilotes des nouveaux mécanismes d'enregistrement des naissances et décès dans les délais implémentés, récemment, dans les régions de la Nawa, du Gbôklè et de San pedro. C'était le 10 juillet à Jacquenville, en présence des représentants des ministères de l'Intérieur et de la Sécurité ; de la Justice ; de la Santé ; du plan et des Affaires étrangères, etc., et des partenaires techniques et financiers, notamment l'Unicef, le hcr, l'Afd, l'Union européenne. pour Konaté Diakalidia, par ailleurs directeur exécutif du projet, il s'agit de permettre aux différents acteurs de mutualiser les expériences vécues dans les 3 régions citées plus haut et de faire ressortir les difficultés rencontrées lors de l'implémentation du projet. Ce, afin d'aboutir à des recommandations fortes qui seront prises en compte dans la mise en œuvre du Registre national des personnes physiques (Rnpp). « Je souhaite que ces recommandations soient à même de faire avancer l'état civil, comme le souhaite le gouvernement ivoirien et tel que décliné dans le Pnd 2016-2020 », a-t-il soutenu. Selon lui, la nécessité de moderniser le système d'état civil s'impose. C'est pourquoi il souhaite, à partir des conclusions de l'évaluation qui ont montré la faiblesse de l'actuel système, que les participants portent un intérêt particulier au projet. Meless Essis Jean Yves, directeur de l'état civil et de

l'identification, a, dans sa présentation, insisté sur la méthodologie à adopter pour répondre aux attentes formulées par le directeur exécutif. Selon lui, l'atelier est constitué de 4 sous-groupes qui aborderont des thématiques précises, en alternant travaux en plénières et en commissions. Ainsi, le sous-groupe 1 traitera des fonctionnalités des bureaux d'état civil (Bec), des points de collecte communautaires (pcc) et des points de collecte sanitaires (pcs). Le sous-groupe 2 discutera des outils de collecte et du mode opératoire. Quant au sous-groupe 3, il abordera la question des registres et des formulaires de déclaration pendant que le dernier sous-groupe fera un tour d'horizon de la coordination et du suivi des activités. Relevant les difficultés rencontrées lors des phases pilotes, Affessi Affessi, chef du projet pilote, a évoqué l'insuffisance, voire, dans certains cas, l'absence de prise en charge des acteurs intervenant dans la chaîne de déclaration et le manque de bâtiments devant abriter les équipements techniques. toutes choses qui plombent le processus. Quant au Dr Toa Bi Irié Laurent, point focal du ministère de la Santé et de l'hygiène publique sur ce projet, il a indiqué que la plus grande difficulté dans ce projet est l'analphabétisme des usagers. C'est pourquoi il a recommandé la sensibilisation et la formation de tous les acteurs pour l'atteinte des résultats escomptés.

HERVÉ ADOU

21e Sommet de l'Uemoa / Au terme de la rencontre d'Abidjan des Chefs d'État et de gouvernement de l'Uemoa, le Président Alassane Ouattara s'est prononcé notamment sur les enjeux de la monnaie unique au sein de la Cedeao.

Ouattara : « Ce que sera l'Eco, la monnaie unique »

21^e sommet de l'Uemoa / Ouattara

Ce que sera l'Eco, la monnaie unique

• Le Chef de l'État, président en exercice de l'Uemoa, lors d'une conférence de presse, a aussi évoqué la lutte contre le terrorisme et la paix dans l'Union.

• Le communiqué final de la rencontre d'Abidjan.



Le dernier sommet de la Cedeao à Abuja, au Nigeria, a préconisé la mise en œuvre de l'Eco, monnaie unique au sein de cet espace, à partir du 1er juillet 2020. Les Chefs d'État des pays membres ont décidé de s'y engager. M. le président, cela voudrait-il dire qu'on tend vers la disparition de l'Union économique et monétaire ouest-africaine? Le 29 juin, nous avons décidé à l'unanimité à Abuja que la monnaie unique de la Cedeao s'appellera Eco. C'est dans ce cadre que nous travaillons. Evidemment, une monnaie commune demande des critères de convergence. Les pays de l'Uemoa travaillent également dans ce sens. Nous souhaitons que tout soit mis en œuvre pour qu'en 2020 nous soyons en mesure de respecter les critères de convergence. À partir de là, nous verrons avec les autres pays non membres de l'Uemoa, comment nous devons continuer d'évoluer. L'Eco sera certainement la monnaie commune des quinze pays de la Cedeao, dans les prochains mois ou les prochaines années.

En l'état actuel des choses, l'Eco sera-t-il indexé à l'euro comme c'est le cas avec le franc Cfa ? Si l'Eco devrait être adoptée en 2020, il n'y aura pas de changement de parité entre le franc Cfa, devenu Eco, et l'Euro. Aujourd'hui, le taux de change de l'Euro par rapport au Franc Cfa est de 655, 9. Bien sûr, si les Chefs d'État décident l'année prochaine de changer le Franc Cfa en Eco, parce que nous aurions respecté tous les critères de convergence, ce taux ne changerait pas dans l'immédiat. Bien évidemment, il n'y a pas que les pays de l'Uemoa. Nous souhaitons qu'à l'occasion de la mise en œuvre de l'Eco, d'autres pays puissent se joindre à nous. De sorte qu'il ne soit pas l'affaire de huit pays, mais plutôt de dix, douze et pourquoi pas quinze. Ce processus, à mon sens, prendra plusieurs années (au sein de l'Union européenne, l'Euro a commencé avec onze pays. mais il a fallu une dizaine d'années pour

voir les 27 pays adopter cette monnaie), mais au bout de dix ans, il y aura un taux d'échange flexible ; éventuellement si c'est le vœu des dirigeants qui seront au pouvoir de faire en sorte que la fixité par rapport à l'Euro puisse évoluer. Mais nous, nous considérons que ce taux d'échange fixe vis-à-vis de l'Euro a bien servi nos économies, maîtrise l'inflation, nous permet d'avoir les taux de croissance les plus élevés du continent. Il nous permet également d'améliorer la gouvernance dans tous les secteurs et, surtout, de créer les meilleures conditions de vie pour nos populations. En ma qualité d'économiste et de banquier, il n'y a rien de pire que l'inflation. Je suis fier de dire que, depuis sept ans, le Côte d'Ivoire n'a jamais dépassé un taux d'inflation de 1 à 2 % par an, ce qui est exceptionnel. Il faut donc que cela soit maintenu!

Vous avez indiqué dans votre intervention à la clôture du Sommet, qu'il faut que les engagements des pays-membres vis-à-vis des critères de convergence soient des obligations pour aller très vite. Pourriez-vous nous dire ce que vous entendez réellement par-là ? Il faut préciser qu'au niveau de la Cedeao, nous avons des critères de premier plan qui concernent l'inflation, le déficit budgétaire, le financement de la banque centrale, la dette publique... il y a à peu près quatre critères de premier plan et deux de second plan. Évidemment, le plus important, ce sont les critères de premier plan. La plupart ou la quasi-totalité des pays de l'Uemoa remplissent aujourd'hui ces critères, mais pas totalement. Nous sommes autour de 4% en matière de déficit budgétaire sur le Pib. C'est le cas pour la Côte d'Ivoire. Mais notre objectif, c'est d'être à 3 % en 2019. Nous pensons que les autres pays sont en train de faire des efforts équivalents, pour qu'en 2020, nous soyons tous au même niveau et que nous puissions les respecter, pour nous donner la perspective d'aller vers la monnaie unique, dans les plus brefs délais.

Vous avez dit aussi que la Côte d'Ivoire est un exemple en matière d'échanges commerciaux intra-africains, avec un taux de plus de 24%. Vous avez, en outre, évoqué le fait que beaucoup d'entreprises non ivoiriennes sont installées sur le sol ivoirien. Donc, en retour, il faudrait que les sociétés ivoiriennes bénéficient du même privilège dans les autres pays. À propos du commerce intraafricain, la zone de libreéchange continentale n'est pas une chose facile. Pour mettre sur



que c'est une synergie d'actions. Et donc qu'il ne suffit pas de se tenir au G5 Sahel ou au Munisma ; mais il faut plutôt que ce soit l'ensemble des pays de la Cedeao, je dirais également qu'il faut inclure les pays du lac Tchad. Bien sûr, des pays comme le Tchad et le Cameroun doivent également être avec nous dans cette coalition. Nous avons demandé à nos ministres de la Défense et ceux de la Sécurité d'approfondir ce travail dans le but de nous faire des propositions, en septembre prochain à Ouagadougou, pour que nous puissions présenter notre rapport à l'occasion des assemblées générales des Nations unies, en fin septembre, à NewYork.

MARCEL APPENA

pié le traité de la zone de libre échange, il a fallu 40 ou 50 ans. Comme vous le savez, le traité a été signé par tous les États-membres de l'Union africaine, mais n'a été ratifié que par la moitié. Mais pour sa mise en œuvre, évidemment, il faut que les états s'impliquent. Au sommet de l'Ua au Niger, j'ai indiqué que la Côte d'Ivoire est un modèle en la matière. Parce que le taux moyen du commerce intra-africain est de 7%, alors que la Côte d'Ivoire dispose d'un taux qui fait quasiment 23%, du fait du commerce que nous pratiquons avec le Nigeria, le Mali et avec d'autres pays voisins. Donc, 23% du commerce de la Côte d'Ivoire se fait avec les pays de la sous-région et ceux du continent. Et comme vous le savez également, sur le sol ivoirien, sont installées de nombreuses entreprises non ivoiriennes. Je prends le cas de Mtn d'Afrique du Sud, ou de banques nigérianes installées en Côte d'Ivoire. Mon souhait serait que les compagnies ivoiriennes puissent s'installer également dans ces pays, surtout dans de grandes nations comme le Nigeria et l'Afrique du Sud. De sorte que nous puissions exporter, sans entrave, dans ces pays, d'autant plus que la Côte d'Ivoire dispose d'entrepreneurs de qualité qui ont démontré leurs capacités à faire du commerce avec les pays voisins. Par conséquent, ils peuvent aller plus loin, au-delà des pays de la sous-région.

Les pays de l'Uemoa non membres du G5 sahel vontils s'atteler à mettre sur pied une force commune dans le but de faire face au péril terroriste ? La sécurité est un grand défi que nous devons relever. A ce 21e sommet de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Uemoa, nous en avons longuement discuté dans le huis clos intégral. Nous nous sommes accordés sur le fait que nous voulons qu'un sommet extraordinaire comprenant tous les pays de la Cedeao, donc de l'Uemoa, puisse se dérouler à Ouagadougou, le 14 septembre prochain, pour mieux coordonner nos efforts, nos services de renseignements, nos interventions et également toutes les mesures nécessaires pour essayer de combattre ces fléaux que sont l'extrémisme et le terrorisme. Nous considérons

Domaine du logement / La Côte d'Ivoire et la Turquie viennent de confirmer leur volonté commune de développer leur coopération en matière de logement entre les gouvernements des deux pays.

Bruno Koné exhorte les constructeurs turcs à exporter leur savoir-faire vers la Côte d'Ivoire



La signature d'un mémorandum de coopération dans les domaines du logement confirme la volonté des deux pays de développer leur coopération.

Le gouvernement s'est fixé l'objectif de réaliser 150 000 logements à l'horizon 2020. Le ministre Bruno Nabagné Koné a exhorté les constructeurs Turcs à exporter leur savoir-faire vers la Côte d'Ivoire. Pour rappel, la Côte d'Ivoire a signé avec la Turquie en 2016, en présence de leurs Excellences, les Présidents Alassane Ouattara et Recep Tayyip Erdogan, un Accord de coopération en matière d'échanges de terrains pour la construction de leur chancellerie respective à Ankara et à Abidjan. Cet instrument juridique a permis d'établir les bases de la coopération dans les secteurs du foncier et de l'habitat. De ce fait, la Turquie apparaît comme un partenaire privilégié déjà actif en Côte d'Ivoire avec des entreprises présentes dans le BTP.

A. AKA

La Côte d'Ivoire et la Turquie viennent de confirmer leur volonté commune de développer leur coopération en matière de logement entre les gouvernements des deux pays. Bruno Nabagné Koné, ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme conduit depuis le 05 juillet une mission officielle d'échange et de partage en vue de renforcer la Coopération entre les deux pays en particulier dans les domaines de la construction, du logement et de l'urbanisation. Premier acte fort de cette mission, la signature d'un mémorandum de coopération dans les domaines du logement. La Côte d'Ivoire et la Turquie viennent ainsi de confirmer leur volonté commune de développer leur coopération. Au cours de la mission, Le ministre Bruno Nabagné Koné et sa délégation a eu une séance de travail avec le Président de l'Agence Toki (Agence Gouvernementale Turque en charge des logements collectifs) pour mieux s'imprégner du modèle économique, du mode de financement et de fonctionnement de l'Agence, a visité des chantiers pour découvrir les projets de logements et a eu des rencontres avec les grandes entreprises de construction Turques pour échanger, sur des opportunités d'investissement en Côte d'Ivoire dans les domaines du logement et de l'habitat. L'occasion a été donnée au ministre de présenter aux investisseurs Turcs, notamment ceux opérant dans le secteur de la construction, les opportunités d'investissement dans le secteur de l'immobilier en Côte d'Ivoire. Face au déficit de 600 000 logements auquel fait face le pays, le

Refonte en profondeur de la CEI

L'opposition ivoirienne dans l'intox et la manipulation de l'opinion internationale



Guikahué, S. Exécutif PDCI-Daoukro, Affi N'Guessan, Pdt d'un morceau du FPI.

propres désaccords. Et est bien décevante à plusieurs égards. Veut-elle vraiment aller aux élections présidentielles d'octobre 2020 ? On ne le pense pas et s'amuse à divertir le peuple avec des exigences aussi farfelues. Si leur objectif est d'amener la communauté internationale à exiger une autre mouture du Bureau de la CEI, ils ont échoué. Ce n'est pas le rôle dévolu à cette communauté internationale qu'ils avaient pourtant détestée en 2010, dans ce pays.

IGOR WAWAYOU

Faire considérer la composition du nouveau Bureau de la Commission Electorale Indépendante de déséquilibrée et taillée à la mesure du pouvoir en place, c'est dans cette propagande mensongère que s'est investie ces jours-ci, l'opposition ivoirienne. Les opposants ivoiriens veulent-ils contrôler entièrement la Commission Electorale Indépendante ? C'est à ce piège qu'ils veulent prendre les autorités ivoiriennes. Les jours pairs, ils sont d'accord avec le gouvernement sur le squelette du Bureau et les jours impairs, ils sont dans la contestation et le rejet de la mouture proposée et crient au loup. L'objectif recherché est de retourner la communauté internationale contre le pouvoir d'Abidjan pour qu'il revoie sa copie à leur profit. Ils ont donc commencé à crier victoire quand à une certaine pression des Etats-Unis et de l'Union européenne sur les autorités ivoiriennes. Rien que de l'intox, du faux et la manipulation de l'opinion internationale. Après avoir échoué à amener la Cour africaine des droits de l'Homme à faire plier l'échine au gouvernement ivoirien, ils ne reculent devant rien et donnent de plus en plus de la voix. 13 partis politiques au total sont d'accord avec la mouture actuelle proposée par le gouvernement ivoirien. Seule une poignée de négateurs a embouché la trompette pour une manipulation de l'opinion internationale. Ces opposants se comportent comme si ils veulent le beurre et l'argent du beurre à la fois. Ils veulent le contrôle exclusif de la nouvelle CEI. Cela a tout l'air et les voilà qui récusent les représentants du président de la République et du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité. Des revendications bien farfelues puisqu'il n'y a aucun déséquilibre, ni injustice faite à cette opposition ivoirienne, le pouvoir ne s'étant pas ici taillé la part du lion. Cette opposition a habitué leurs concitoyens à dire une chose et son contraire le lendemain. Elle est versatile, inconstante. Elle n'est d'accord que sur ses



CÔTE D'IVOIRE/ GUILL AUME SORO

L'argent, Chafi, les problèmes de santé et sa stratégie pour 2020



Guillaume Soro est de plus en plus confronté à la réalité du terrain. (Ph.RD)

Les temps sont chauds pour Soro. Tshisekedi auprès de qui il comptait solliciter un soutien financier a évité tout tête-à-tête alors que Blaise Compaoré ne prend plus ses appels. Si son séjour marocain a été aussi infructueux que ses diverses sollicitations à l'égard du président togolais, l'ancien président du parlement ivoirien aura profité de son séjour « chérifien » pour prendre quelques soins face à un persistant mal d'hypertension. Et à des mystérieuses douleurs neurologiques. S'il sait désormais qu'il aura du mal à mobiliser Bédié et Gbagbo autour de son projet présidentiel, rassembler de l'argent est devenue une obsession pour cet ancien chef de guerre qui connaît plus que quiconque l'importance du nerf de la guerre dans une aventure présidentielle.

22 juin. Marrakech. En fin de journée, un dîner pas comme les autres. Dans le très huppé restaurant Bo Zin. Soro savoure le beau temps au Maroc. En face de lui ce soir-là, un sulfureux qui assume son bringbring et ne se cache pas de ses amitiés cossues. Né en 1965 au Tchad, Vincent Miclet a fait fortune entre l'Angola et le Gabon. Il rappelle à qui veut l'entendre qu'il est 180e fortune française, avec ses près de 600 millions d'euros. Il part de l'alimentaire, le riz, l'huile et la tomate en boîte qu'il vend en Afrique et vit entre son château en Dordogne et sa somptueuse

résidence à Marrakech. Pour lui, l'argent est maître de tout. Son passeport diplomatique béninois ? Il l'a obtenu en versant plus de 500.000 euros. Maître corrupteur, il se la joue avec prestance, se faisant appeler « Monsieur 30% », arguant sans sourciller, « je verse beaucoup de commissions en Afrique ». Impossible de le rencontrer sans que l'argent ne soit au cœur de la discussion d'autant qu'ayant vainement cherché à voir récemment le président ivoirien, il en détient un pan de pouvoir à travers Guillaume Soro. Ce soir-là... Une vraie illusion pour un milliardaire yoyo.

Le Maroc, entre bouteilles à la mer et check-up

Le séjour marocain a été une initiative personnelle. La demande de Soro auprès de Mohamed VI pour « visite amicale » n'a pas eu de suite mais l'ancien chef rebelle a été poussé par deux urgences. D'abord, renouer le contact avec le Palais où il avait, jusqu'à récemment, de bonnes entrées. Mais depuis, le souverain chérifien n'entend pas « heurter » la sensibilité de Ouattara d'autant qu'il a vainement exhorté Soro à « trouver un terrain d'entente avec le Rhdp (Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix, au pouvoir, Ndlr) pendant les heures de tumultes. Ensuite, le député ivoirien qui souffre de perturbations artérielles et de quelques problèmes de nerfs a profité de ce séjour pour voir par deux fois un médecin d'autant qu'il vit sous une hantise de se faire « empoisonner à Abidjan ». Au Maroc, il a multiplié quelques rencontres secrètes. C'est un pays où il dispose d'un bon carnet d'adresses, c'est aussi le pays d'origine de l'un de ses amis, Alexandre Benalla dont les dérives d'Etat sont devenues une affaire de la République en France. Soro veut des soutiens politiques et stratégiques mais aussi et surtout de l'argent. Si l'ancien garde de corps de Macron a pu faire venir Soro au lancement de Lrem, parti présidentiel français, il n'a pour l'instant pas pu lui trouver les voies du « cash ». Tout est resté à l'étape de bouteilles à la mer. Car, l'autre problème de Guillaume Soro est d'avoir à faire à l'un des chefs d'Etat les plus influents de l'Afrique subsaharienne. Fin stratège, Alassane Ouattara essaie de lui fermer, une à une les portes. Même si officiellement, il évite d'aborder le cas Soro avec ses pairs, tous savent ce qu'il attend d'eux. Mais que ce soit avec Ali Bongo ou Félix Tshisekedi, le président ivoirien a abordé brièvement le sujet, jurant que « les portes restent grandement ouvertes » pour l'enfant prodige. Mais Soro est bien loin d'être si naïf pour le croire.

La peur bleue du Schengen

Quelques rentes encaissées dans les anciens réseaux Compaoré pendant sa longue tournée septentrionale et depuis, Soro n'a plus d'obsession que le nerf de la guerre. Après avoir scruté la possibilité d'un séjour européen en juin, le président de Comité politique (CP) qui dispose néanmoins d'un visa Schengen valide, a préféré le Maroc. Son ami et ambassadeur de la Belgique lui aurait recommandé « la prudence ». Pourtant, le député ivoirien ne risque « officiellement rien » même si un mandat d'amener avait été émis contre lui en 2015, à l'initiative du juge Sabine Khéris du tribunal de Grande instance de Paris. C'était dans une affaire qui l'opposait à Michel, fils aîné de Laurent Gbagbo. S'il est peu probable que ce dossier soit réveillé, Soro reste tout de même méfiant. Suspecté par tous dans la coalition en cours de l'opposition qui se méfient de lui, deux de ses émissaires ont rasé les rues de Bruxelles sans voir l'ancien président ivoirien qui, relâché par la Cour pénale internationale (CPI) y est en attente d'une décision définitive de justice. Quelle va être la stratégie de Guillaume Soro pour la suite ? Entre les promesses de Tshisekedi et les réticences de Mohamed VI, le recours à Chafi s'impose-t-il ? Une chose est certaine, au pire des cas, le candidat annoncé à la présidentielle de 2020 peut recourir à sa fortune de guerre, « au moins 350 millions de dollars » selon plusieurs sources crédibles dont la moitié est répartie entre l'Afrique du Sud et Dubaï.

L'argent par tous les moyens

Alors que Alexandre Benalla, son ami peine à obtenir pour lui un rendez-vous avec Denis Sassou Nguesso, Guillaume Soro a réussi à décrocher deux séjours stratégiques. D'abord, en République démocratique du Congo, à l'occasion des obsèques nationales d'Etienne Tshisekedi, père de l'actuel président puis au Maroc. Dans un cas comme dans l'autre, l'ancien président du parlement ivoirien cherche de l'argent. Il est mieux placé que quiconque pour savoir que sans le nerf de la guerre, une élection présidentielle est une vaine aventure. Il a aussi écrit plusieurs fois sur le numéro personnel du président togolais sans suite. Faure Gnassingbé qui se considère comme le poulain d'Alassane Ouattara ne veut pas mettre son parrain mal à l'aise. Soro a dû passer par un ministre togolais pour faire chuter, sur le bureau du chef de l'Etat une longue lettre. En attendant qu'il ait une réponse, le prince de Ferkessedougou scrute aussi certains de ses contacts libyens, aujourd'hui réfugiés entre Londres et l'Afrique du Sud. Anciennement proche de Mouammar Kadhafi dont il vante une Mercédès en cadeau vers la fin des années 2000, Soro sait qu'il peut, par ces vieux tuyaux, constituer sa cagnotte de guerre. Car, si on ne le dit pas assez, les services secrets ivoiriens très efficaces ont un œil sur lui et guettent toute tentative de transferts de sous de l'Afrique de Sud et de Dubaï où Soro aurait logé une partie de son patrimoine financier. Mais ne réfléchissant que par « les armes et l'argent » comme nous l'a confié une de ses anciennes proches, il devrait se débrouiller pour remplir sa gibecière pour la présidentielle de 2020 qu'il considère comme « une véritable guerre contre le clan Ouattara ». Car au-delà des enjeux électoraux, c'est une vengeance personnelle pour celui qui n'a pas digéré son éviction du perchoir parlementaire.

Chafi-Soro, les secrets d'un mystérieux duel

Ses cheveux coupés et à moitié blancs, son sourire sahélien et ses yeux obscurcis par de broussailleux sourcils, les lunettes noires de marque Cartier épaississent davantage

tout le mystère autour de ce Mauritanien de 60 ans. Une chose est certaine, il connaît tout le monde. De Paul Kagamé à Alpha Condé, de Nicolas Sarkozy à Amadou Toumani Touré en passant par Issoufou ou encore Alassane Ouattara. Dans la plupart des cas de libération d'otages au Sahel sous les nombreuses médiations de Blaise Compaoré, il a souvent payé la rançon. Que ce soit dans les milieux islamistes ou parmi les radicaux de l'Emirat du Qatar, il tient des arcs et tire des ficelles. Il bat le record de passeports tenus dans une petite mallette rouge, 6 pour lui-seul, de différents pays et tous valides. Alors qu'on sait qu'il n'a plus de documents mauritaniens valides depuis qu'en 2011, Nouakchott a émis contre lui un mandat d'arrêt et Mohamed Ould Abdel Aziz a vainement tenté de convaincre ses pairs africains de « le lâcher ». Il ne supporte d'ailleurs que très peu le relâchement dans ses relations avec le président ivoirien. En effet, sans rompre le pont, Alassane Ouattara n'en fait plus un « hôte de marque ». Une chose est sûre, grâce à l'argent du Qatar, où il réside depuis peu, Chafi entretient avec des terroristes des relations à la limite ambiguës qui lui ont valu, auprès du Pentagone, l'inscription sur une liste américaine suspecte. Quand a-t-il rencontré Guillaume Soro ? On ne sait pas exactement. Grâce à Compaoré ou à Abidjan ? Les deux entretiennent le mystère à cet effet. Une chose est certaine, l'intéressé aurait fourni des armes à la rébellion que menait Soro. Plusieurs sources proches des deux hommes affirment qu'ils ont renoué les contacts depuis que l'ancien président du parlement ivoirien est en disgrâce au palais présidentiel. Ils ne se sont pas vus depuis un moment mais entretiennent, via deux émissaires (un Burkinabé et un Tchadien), des contacts réguliers. Qu'il aide Soro à avoir du financement, « c'est plausible » répond à ami des deux à Afrika Stratégies France. Encore que les deux hommes ont une folle passion pour les Emirats. Et surtout, Soro et Chafi ont un trait de caractère en commun, aucun ne lésine sur les moyens pour atteindre les objectifs les plus faramineux, de sa propre ambition d'autant qu'ils sont chacun, pour ce qui le concerne, bien imbu de sa propre personnalité. Une chose est certaine, avant qu'un journal ivoirien très proche de Hamed Bakayoko, ministre de la Sécurité, ne leur consacre un article polémique, ils étaient sous les projecteurs secrets des Renseignements ivoiriens qui les tiennent à jumelles.

La stratégie Soro pour 2020 prend du vent

Il doit la ficeler et ce n'est pas facile en ce moment. Henri Konan Bédié a régulièrement repoussé des audiences sollicitées par celui qui se considère comme son « filleul » ces derniers jours. D'ailleurs, Guillaume Soro se prend en filleul de tout le monde. Histoire de racler quelques grâces. Sachant que Gbagbo nourrit une aversion sans pareille à son égard, le Sphinx de Daoukro n'a-t-il pas volontairement évité de le recevoir ? Puis que le Vieux N'zuéba, surnom sulfureux de prince Baoulé, avait rendez-vous avec... Gbagbo en Belgique. Au début, l'ancien président du parlement était certain d'être adoubé par Bédié qui l'a tout de même soutenu, pendant un court moment, comme il peut. Sauf que revanchard et opportuniste, l'ancien chef d'Etat n'écarte pas d'être lui aussi, à 86 ans, candidat en 2020. Mais aussi se rapprochant de Laurent Gbagbo qui jure ne pas vouloir sentir Soro, Bédié est prudent. Alors qu'il croyait dur comme fer pouvoir créer la surprise en 2020 face au candidat du Rhdp, Soro sort lentement de son illusion d'autant que la coalition actuelle d'opposition, trop hétérogène en formation à Abidjan aura du mal, face aux ambitions divergentes et éclectiques, à dégager un candidat unique. Et si les prévisions de Soro prennent de

l'eau, l'ingénieur ancien chef de guerre pourra sortir d'autres options. S'il y a une chose dont tous les observateurs sont certains, c'est qu'il a plus de mille corde à son arc.

Afrika Stratégies France